

d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté. « C'est indigne d'une capitale européenne. 95 % des chômeurs bruxellois ne maîtrisent pas les deux langues de la

**« Rien que la moitié de l'impôt des navetteurs permettrait à elle seule de mettre fin aux problèmes de financement »**

région » constate Aernoudt. LiDé estime que le premier instrument d'insertion sur le marché de l'emploi est celui de la formation aux deux langues.

« A Saint-Josse, plus de la moitié des jeunes sont sans emploi. A quelques kilomètres de là, des postes de travail sont inoccupés à Zaventem. » Le parti propose de résoudre ces deux problèmes, en luttant contre les pièges à l'emploi et en limitant les allocations de chômage dans le temps – une des priorités de LiDé.

Autre point fort du programme, indispensable à la lutte contre la pauvreté : le refinancement de la Région. « Les Bruxellois doivent arrêter de tendre la sébile pour mendier un refinancement. Je propose le modèle de Berlin qui perçoit l'impôt sur le lieu de travail. Aernoudt fait les comptes : si les impôts payés par

RUDY AERNOUDT : « L'approche communautaire classique est dépassée à Bruxelles. LiDé veut régionaliser les compétences liées à l'enseignement, la formation et la culture. » © SYLVAIN PIRAUX.

les navetteurs bruxellois (250.000 Flamands, 90.000 Wallons) revenaient à Bruxelles, ses finances seraient plus riches de 6 milliards d'euros par an. LiDé serait même disposé à n'attribuer qu'une moitié du produit de cet impôt à Bruxelles, l'autre étant ristourné vers les Régions. Ce montant de 3 milliards permettrait de mettre fin à ses problèmes de financement et de ne plus voir son avenir hypothéquer par la mise sous tutelle des deux autres Régions, plaide LiDé.

**5 Sa gestion est trop complexe.** « L'approche communautaire classique est dépassée à Bruxelles » tranche Aernoudt. LiDé veut régionaliser les compétences communautaires à Bruxelles : l'enseignement, la formation et la Culture. Tout l'enseignement à Bruxelles doit devenir bilingue. « Il n'y aura plus qu'un seul ministre responsable de la Formation, de l'Enseignement et de l'Emploi. Les commissions communautaires – la Cocof, la Cocon, la Cocom et la VGC disparaissent. Des 34 responsables po-

litiques actuels planchant sur la Culture, il n'en resterait plus qu'un. »

Le parti veut s'attaquer aux chevauchements des structures : les dépenses en frais de gouvernement à Bruxelles s'élèvent à 185 euros par habitant. Dix fois plus qu'en Flandre. Cinq fois plus qu'en Wallonie, s'offusque LiDé. Qui plaide pour la simplification des niveaux de pouvoir, à l'image de son plaidoyer pour la suppression des provinces dans son programme wallon.

**6 Bruxelles recense 200 nationalités.** Pour le parti, les Bruxellois ne sont ni Flamands, ni Wallons mais représentent une série de nationalités qui s'expriment en 200 langues. « Il faut sortir de la vision communautaire des années 60. Après la Belgique unitaire, on a vécu la Belgique communautaire. Et puis, la Belgique régionale. Elle ne peut être régionale et communautaire. On ne peut juxtaposer la logique communautaire à un territoire.

**7 Il faut scinder Bruxelles-Hal-Vilvorde.** Mais parallèle-

ment, le parti de Rudy Aernoudt souhaite créer une circonscription fédérale unique.

« Les francophones habitant à Hal Vilvorde ne pourraient plus voter, au niveau régional, pour des candidats bruxellois » explique Aernoudt. « Mais, en revanche, ils pourraient le faire à l'échelon fédéral. »

Le président de LiDé avoue ne pas être un passionné des matières institutionnelles mais s'empresse toutefois d'ajouter : « J'espère que cette crise économique agira comme une catharsis en Belgique. Le dossier actuel de la (non) nomination des bourgmestres est ridicule à l'échelle de la crise qui frappe notre pays. Je constate que la Belgique est aujourd'hui à deux doigts de basculer dans des structures ingérables. En mettant en place l'architecture que je propose, toutes les composantes de ce pays seront gagnantes et disposeront des instruments régionaux qui leur permettront d'être compétitifs dans ce monde globalisé. » ■

DIRK VANOVERBEKE

### Alain Raviart s'en va...

Alain Raviart a pris congé, jeudi, de son poste de directeur de la communication de Joëlle Milquet, de ses collègues et des journalistes. L'heure des remerciements, cadeaux et inquiétudes : « Qu'est-ce que je vais faire sans Alain ? », lâche une présidente hyperactive dont le cumul avec la fonction de vice-Première et ministre de l'Emploi a quelque peu eu raison de la résistance de son porte-parole. Lequel, en huit ans, a vécu la disparition du PSC et l'avènement du CDH, la reconquête dans l'opposition, l'assaut aux gouvernements régionaux en 2004, la longue tentative (« épuisante ! », avoue-t-il) de lancement de l'Orange bleue en 2007, la mise sur pied du Leterme I<sup>er</sup>... Une belle tranche d'histoire politique.

### ... Christian De Bast arrive

Christian De Bast prend le relais. Président d'arrondissement du CDH à Charleroi, ancien journaliste au *Rappel* et *Vers l'Avenir*, c'est lui qui succèdera Milquet jusqu'aux élections régionales, européennes (et législatives ?) de juin prochain. (D. Ci et Ma. D.)